



**HAL**  
open science

## Sous les cartes, les habitants. La diversité du vote des périurbains en 2012

Jean Rivière

► **To cite this version:**

Jean Rivière. Sous les cartes, les habitants. La diversité du vote des périurbains en 2012. Revue Esprit, 2013, Tous périurbains!, Mars/Avril (393), pp.34-44. 10.3917/espri.1303.0034 . halshs-01576557

**HAL Id: halshs-01576557**

**<https://shs.hal.science/halshs-01576557v1>**

Submitted on 23 Aug 2017

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

## Sous les cartes, les habitants

### La diversité du vote des périurbains en 2012

Jean Rivière <sup>1</sup>

Le traitement journalistique de la campagne présidentielle de 2007 avait mis les « banlieues » sur le devant de la scène médiatique, en présentant la participation électorale de leurs habitants comme une chance d'intégration politique sur un mode consensuel et légitimiste, deux ans après les « émeutes » de 2005<sup>2</sup>. À l'occasion du cycle électoral de 2012, ce sont cette fois les espaces périurbains qui ont été placés sous le feu des projecteurs avec une équation simple : les espaces périurbains, où se concentrent les classes populaires réfugiées et/ou reléguées dans leurs pavillons loin des villes, sont devenus le principal bastion du vote pour le Front National. En revenant sur les recherches universitaires et leurs réceptions médiatiques, on mettra à l'épreuve cette lecture en soulignant qu'elle contribue parfois à produire une image simpliste des choix électoraux des périurbains, image qui n'est parfois pas dénuée d'un certain mépris de classe.

Si l'irruption du périurbain dans le champ médiatique a été soudaine – c'est la figure des Français qui découvrent un « baobab poussé dans leur jardin »<sup>3</sup> –, elle reprend cependant des questions investies par les sciences sociales dès la fin des années 1970<sup>4</sup>. Mais c'est surtout à partir du scrutin présidentiel de 2002 (et de la hausse de l'extrême gauche et de l'extrême droite qu'il a consacrée) puis du référendum sur le Traité constitutionnel européen de 2005 (et de son issue considérée comme « négative ») que cette question est devenue centrale en géographie électorale, alors même qu'elle constituait jusqu'à très récemment « un angle mort de la sociologie française »<sup>5</sup>. Depuis, les choix électoraux des périurbains sont interprétés tantôt comme l'expression de choix de société plus larges, comme les choix résidentiels<sup>6</sup>, tantôt comme le révélateur des recompositions de la géographie des inégalités. Comment le débat a-t-il rebondi lors du cycle électoral du printemps dernier ?

#### **Une consécration médiatique liée à la convergence de deux grilles de lecture de la périurbanisation**

Partagé par plusieurs chercheurs, le constat d'une montée de l'extrême droite dans les espaces périurbains a installé les votes des périurbains dans le paysage médiatique. Deux types d'interprétation s'opposent cependant. De manière assez classique en sciences sociales, l'accent est mis soit sur le poids des contraintes sociales dans les stratégies résidentielles des ménages, soit sur la liberté (ou la marge de manœuvre) dont ils disposent pour mener à bien ces stratégies.

---

<sup>1</sup> Maître de conférences à l'Institut de Géographie et d'Aménagement Régional de l'Université de Nantes, chercheur de l'UMR 6590 « Espaces et sociétés » du CNRS.

<sup>2</sup> J. Rivière, S. Tissot, « La construction médiatique de l'image des banlieues. Retour sur la campagne présidentielle de 2007 », *Métropolitiques*, mars 2012, en ligne.

<sup>3</sup> R. Réolle, « Le Français, cet "Homo periurbanus" », *Le Monde* supplément *Culture & idées*, 2 juin 2012.

<sup>4</sup> Sur la genèse de cet objet, on se permet de renvoyer à la première partie (p. 29-170) de : J. Rivière, *Le pavillon et l'isoloir. Géographie sociale et électorale des espaces périurbains français (1968-2008). À travers les cas de trois aires urbaines moyennes (Caen, Metz et Perpignan)*, Thèse de géographie, Université de Caen Basse-Normandie, 2009, 822 p.

<sup>5</sup> S. Beaud, « Les angles morts de la sociologie française », dans *La France invisible*, sous la direction de S. Beaud, J. Confavreux, J. Lindgaard, Paris, La Découverte, 2006, p. 459-472.

<sup>6</sup> Promue notamment par le géographe Jacques Lévy, l'explication du vote par les « gradients d'urbanité » a déjà fait l'objet d'un débat : F. Ripoll, J. Rivière, « La ville dense comme seul espace légitime ? Analyse critique d'un discours dominant sur le vote et l'urbain », *Les annales de la recherche urbaine*, 2007, n°102, p. 121-130 ; et J. Lévy, « Regarder, voir. Un discours informé par la cartographie », *Les annales de la recherche urbaine*, 2007, n°102, p. 131-140.

Chronologiquement, c'est dans les premiers jours de l'année 2012 que la question (ré)apparaît dans la presse, notamment sous l'effet d'un entretien de *Mediapart* avec le géographe Christophe Guilluy<sup>7</sup>. Ce dernier y développe une thèse déjà présente en filigrane de son *Atlas des nouvelles fractures sociales* puis affinée dans l'ouvrage *Fractures françaises*<sup>8</sup>, ouvrage cité comme référence pour éclairer les stratégies de campagne présidentielle du PS comme de l'UMP<sup>9</sup>. Cette thèse est dérivée du modèle idéal-typique (et simplificateur) de « la ville à trois vitesses », qui repose sur un découpage seulement ternaire de l'espace urbain comme de l'espace social, et qui souligne l'importance de la gentrification des centres-villes par les classes supérieures, de la relégation des classes populaires dans les quartiers de grands ensembles d'habitat social, et du départ des classes moyennes vers les espaces périurbains<sup>10</sup>. Ainsi, pour C. Guilluy, les votes à l'extrême droite de cette « France périphérique » se construisent d'une part en opposition à la France des centres-villes peuplés d'élites et devenus inaccessibles financièrement, et d'autre part à celle des « banlieues » dont il faut à tout prix s'extraire, mais qui monopoliseraient l'attention des mêmes élites en matière de politiques publiques : « Toutes les thématiques abordées dans les campagnes électorales sont clivantes : mondialisation, environnement, construction européenne, immigration, multiculturalisme. Sur tous ces sujets, les catégories populaires des espaces périurbains et ruraux se situent à l'exact opposé des catégories moyennes et supérieures des métropoles. Si les habitants des métropoles s'inscrivent dans une logique d'ouverture, les catégories populaires ne cessent au contraire de hurler leur besoin de protection »<sup>11</sup>.

Mais si l'essai de C. Guilluy dénonce à raison la stigmatisation dont sont l'objet les périurbains<sup>12</sup>, la thèse mérite d'être discutée d'un double point de vue théorique et méthodologique. D'une part, elle mobilise des concepts non-définis comme celui de « l'insécurité sociale et culturelle » qui caractériserait les classes populaires dans un contexte de mondialisation ; d'autre part, elle est faiblement étayée empiriquement, l'auteur renvoyant seulement à d'autres travaux sur le séparatisme des classes moyennes et ne proposant ni analyses statistiques et cartographiques à partir de données de l'INSEE ou de résultats électoraux, ni analyses localisées plus qualitatives. Ainsi, alors que C. Guilluy insistait dans son atlas de 2004 sur l'importance des appartenances et trajectoires sociales, son ouvrage de 2011 met davantage l'accent sur la dimension « culturelle », relativisant de fait les effets électoraux du mouvement de précarisation qui touche les classes populaires et certaines fractions des couches moyennes<sup>13</sup>.

---

<sup>7</sup> J. Confavreux, M. Magnaudeix, H. Vitrani, « Il faut parler des classes populaires. Entretien avec Christophe Guilluy », *Mediapart*, 21 janvier 2012.

<sup>8</sup> C. Guilluy, C. Noyé, *Atlas des nouvelles fractures sociales en France. Les classes moyennes oubliées et précarisées*, Paris, Autrement, 2004, 63 p. ; C. Guilluy, *Fractures françaises*, François Bourin Editeur, 2010, 194 p.

<sup>9</sup> G. Biseau, « Le livre de gauche qui inspire la droite », *Libération*, 30 mars 2012.

<sup>10</sup> « On a pu constater lors des dernières consultations électorales un fort accroissement du vote protestataire dans le secteur périurbain. Comment les couches moyennes, qui peuplent le périurbain, pouvaient-elles apporter quelque crédit à un discours qui brandit le thème d'une insécurité croissante et d'un abandon des braves gens au profit des immigrés des cités et des riches "bobos" des centres-villes ? Comment sinon parce que ce discours mettait le doigt sur les deux hantises des périurbains : la menace que les habitants des cités feraient planer sur eux, le rejet dont ils se sentent l'objet par cette part aisée de la population qui n'est pas soumise aux mêmes craintes et aux mêmes contraintes qu'eux », J. Donzelot, « La ville à trois vitesses : relégation, périurbanisation, gentrification », *Esprit*, mars-avril 2004, p. 14-39.

<sup>11</sup> C. Guilluy, *op. cit.*, 2010, p. 168. L'expertise de C. Guilluy rencontrera ensuite un écho important pendant la campagne, par exemple : R. El Azzouzi, M. Magnaudeix, « Ouvriers, employés, ces oubliés qui vivent la rage au cœur », *Mediapart*, 28 février 2012 ; M. Turchi, « En Seine-et-Marne, les idées de Le Pen ont massivement diffusé », *Mediapart*, 23 avril 2012.

<sup>12</sup> « Le profond mépris des élites et des couches dominantes pour le "pavillonnaire" masque difficilement leur rejet de ce qu'est devenu le peuple. Abrisés derrière des discours techniques, budgétaires ou écologiques, les prescripteurs d'opinion n'ont cessé de critiquer un mode de vie et d'habitat qui ne "faisait pas société" », C. Guilluy, *op. cit.*, 2010, p. 120.

<sup>13</sup> « *Tout se passe comme si le lent processus de séparation territoriale débouchait aujourd'hui sur l'expression politique d'un séparatisme culturel. Plus que la précarisation sociale, il apparaît que des motivations culturelles ont fortement aiguillonné le vote des banlieues mais aussi des territoires de France périurbaine et rurale. [...] Si des sondages ne permettent pas de conclure à l'émergence d'un "vote musulman", "juif" ou "catholique", l'importance des clivages souligne quand même une évolution dans cette direction. L'émergence d'un vote influencé, même à la marge, par l'identité ethnoculturelle des électeurs constitue une rupture*

Peu de temps après, en février 2012, la première page du *Monde* relance le débat annonçant qu' « une étude exclusive de l'IFOP établit un lien entre l'éloignement des centres urbains et le vote » en précisant que « le FN enregistre ses meilleurs scores dans les grandes couronnes périurbaines ». Dans un article intitulé « Dans la France péri-urbaine, le "survote" pour le FN exprime une colère sourde », le journaliste Thomas Wieder présente les résultats d'une collaboration entre le géographe Michel Bussi et le sondeur Jérôme Fourquet<sup>14</sup>. Ce dernier y explique la surreprésentation des intentions de vote pour le FN dans les auroles situées entre 30 et 50 km des grandes villes par un « mélange d'éloignement choisi et de relégation subie » des ménages modestes qui exprimeraient leur « ascension sociale inachevée » via des votes « protestataires ». Tout en insistant sur les contraintes financières qui pèsent sur ces ménages, le journaliste précise à l'inverse que « l'isolement, qui peut être le fruit de stratégies individualistes, a aussi ses revers : le repli sur soi et le rejet de l'autre ». Quelques semaines plus tard et en se basant cette fois sur les votes effectifs, J. Fourquet développe le même type de registre explicatif flottant : « Des pans entiers des catégories populaires ont progressivement quitté les grandes agglomérations pour s'installer dans les zones pavillonnaires du péri-urbain par un phénomène de relégation subie (la hausse des prix de l'immobilier dans les métropoles les conduisant à s'installer ou à devenir propriétaires dans des zones plus abordables et donc toujours plus éloignées des centres) ou choisie (on fuit la grande ville, sa banlieue et ses nuisances notamment la délinquance) »<sup>15</sup>. Son discours associe donc d'un côté l'idée de vote de protestation lié aux craintes de déclassement de ménages mis à l'écart des centres-villes par les coûts croissants du foncier, et d'un autre côté l'idée de votes qui expriment une adhésion aux thématiques xénophobes et sécuritaires portées par le FN, adhésion qui expliquerait la volonté de fuir les populations « immigrées » des cités sur le mode du « vote avec les pieds ».

Cette dernière grille de lecture est également proposée par le géographe Jacques Lévy dans ses tribunes médiatiques<sup>16</sup>. Pour lui, depuis une dizaine d'années, les comportements électoraux des espaces périurbains s'expliquent par un type de rapport aux autres fondé sur le repli et par des systèmes de valeurs « fermés » au plan politique, qui s'exprimeraient aussi dans le choix d'une résidence périurbaine elle-même considérée comme une mise à l'écart volontaire de la ville. Ce « degré d'urbanité » lui apparaît comme un principe explicatif premier, devant les appartenances sociales : « En somme, plus encore que les distinctions socioéconomiques ou socioculturelles classiques, c'est la localisation de l'habitat qui apparaît comme l'élément le plus prédictif de l'orientation politique »<sup>17</sup>. C'est ainsi que les choix résidentiels et les choix électoraux sont placés sur le même plan et considérés comme deux types d'expressions équivalentes liées à la recherche de cohérence politique de la part des individus, de sorte que « la signification politique des gradients, autrement dit des degrés d'urbanité, est maximale lorsqu'il s'agit de l'extrême droite » ou que « l'urbanité, ce mélange de densité et de diversité, se comporte vis-à-vis du Front-National, comme un bouclier renforcé ». Et quand il évoque ponctuellement les déterminants sociaux qui pèsent sur le vote (le périurbain serait l'espace du retrait, « imposé ou volontaire », vis-à-vis de l'espace public ; les périurbains auraient choisi leur lieu de résidence « parfois au prix d'arbitrages financiers douloureux »), c'est toujours pour réaffirmer ensuite le rôle décisif des « gradients

---

considérable dans un pays où l'origine n'a jamais été un déterminant ». C. Guilly, *op. cit.*, 2010, p. 170-171. C'est moi qui souligne les carences du raisonnement.

<sup>14</sup> T. Wieder, « Dans la France péri-urbaine, le "survote" pour le FN exprime une colère sourde », *Le Monde*, 29 février 2012.

<sup>15</sup> J. Fourquet, *Le sens des cartes. Analyse sur la géographie des votes à la présidentielle*, Paris, Fondation Jean Jaurès, 2012, p. 43-44. Cette étude sera reprise à l'issue des deux tours du scrutin présidentiel dans des articles du *Figaro* : A. Zennou, « En grande périphérie, le FN emporte la mise », *Le Figaro*, 25 avril 2012 ; J. Fourquet, « La très grande banlieue, terre de mission des socialistes », *Le Figaro*, 9 mai 2012.

<sup>16</sup> J. Lévy, « La France des marges s'est fait entendre le 22 avril », *Le Monde*, 25 avril 2012 ; J. Lévy, « Riches, étrangers, ouvriers... un vote loin des clichés », *Le Monde*, 26 avril 2012.

<sup>17</sup> J. Lévy, *op. cit.*, 25 avril 2012, p. 8.

d'urbanité ». Mieux, quand il concède que le soutien apporté à Nicolas Sarkozy par les habitants des « quartiers bourgeois » de l'ouest parisien a quelque chose à voir avec leur niveau de revenu (et donc avec la défense d'intérêts de classe), c'est pour mieux relativiser ces revenus, qu'il conviendrait de pondérer au regard du coût de la vie locale : « il faudrait d'ailleurs nuancer l'analyse par une prise en compte du foncier, qui, directement et par son impact sur l'ensemble du coût de la vie, pèse lourdement sur le pouvoir d'achat effectif des urbains »<sup>18</sup>. Dès lors, on aimerait que les périurbains soient traités avec la même empathie en matière de prise en compte des conditions matérielles d'existence sur la production de leurs orientations politiques et de leurs choix électoraux.

Là encore, la position défendue dans ces tribunes du *Monde* influencera ensuite le ton d'autres articles de presse, contribuant ainsi à la production de l'image stigmatisante des espaces périurbains, qui rejaillit immanquablement sur ses habitants : « Selon Jacques Lévy, c'est le défaut d'« urbanité » qui engendre les votes extrémistes. Ce que fuit le « périurbain », c'est ce qui caractérise la ville : l'exposition à une densité particulière, mais aussi à une certaine altérité. Il s'est replié derrière des haies de thuyas, des portails opaques, des panneaux « chiens méchants » – bien à l'abri dans sa « citadelle domestique », comme l'appelle le géographe Michel Lussault »<sup>19</sup>. On en vient presque à se demander, avec le lecteur profane de ce supplément du *Monde*, si tous les amateurs de thuyas et tous les propriétaires de chiens ont basculé à l'extrême droite depuis qu'ils vivent reclus dans leurs pavillons ! On prend alors conscience de l'actualité de la préface qu'Henri Lefebvre avait livré de l'ouvrage *L'habitat pavillonnaire* dans les années 1960, où il déconstruit de manière salutaire les associations hâtives entre le choix d'un mode d'habitat et les idéologies des habitants<sup>20</sup>.

### **Dépasser l'association entre l'espace (périurbain), les groupes sociaux (populaires) et le vote (FN)**

A-t-on trouvé, avec la périurbanisation, une clé de lecture expliquant le développement du vote d'extrême droite ?<sup>21</sup> Il ne s'agit pas de nier qu'il existe, dans nombre de secteurs périurbains et ruraux, des surreprésentations parfois importantes du vote en faveur du FN. Mais pour éviter les lectures surplombantes et les catégories trop grossières, il faut réintroduire de l'hétérogénéité dans l'analyse, d'un double point de vue : d'abord au niveau de l'espace qualifié de « périurbain » qui regroupe des profils sociopolitiques communaux très différents ; ensuite sur le plan de la diversité des groupes sociaux qui vivent dans ces communes qui, en dépit d'une spécialisation sociale croissante, sont loin d'être homogènes.

Commençons par la question des supposées spécificités électorales des espaces périurbains, sans pouvoir livrer ici plus d'éléments empiriques<sup>22</sup>. Le tableau suivant présente le poids des différents courants électoraux lors du premier tour de la présidentielle de 2012 (calculés en pourcentage des électeurs inscrits pour intégrer le poids différentiel de l'abstention) en fonction des catégories du dernier Zonage en Aires Urbaines (ZAU) de

---

<sup>18</sup> J. Lévy, *op. cit.*, 26 avril 2012, p. 24.

<sup>19</sup> R. Rérolle, *op. cit.*, 2012, p. 4. Cet article – relativement équilibré si l'on excepte ses titres – donne toutefois la parole à des chercheurs qui expriment des points de vue différents de ceux cités ici, à l'image de Martin Vanier qui y dénonce le « racisme spatial » dont sont victimes les périurbains, ou d'Yves Chalas qui considère que faire de l'habitat un déterminant du vote constitue une « erreur spatialiste ».

<sup>20</sup> H. Lefebvre, « Introduction à l'étude de l'habitat pavillonnaire », dans N. Haumont, M.-G. Raymond, H. Raymond, *L'habitat pavillonnaire*, Editions du CRU, 1967. Pour une lecture socio-historique de cette condamnation, voir : S. Magri, « Le pavillon stigmatisé. Grands ensembles et maisons individuelles dans la sociologie des années 1950 à 1970 », *L'année sociologique*, vol. 58, 2008, p. 171-202.

<sup>21</sup> Voir notamment les clarifications apportées par : V. Girard, « Les votes à droite en périurbain : "frustrations sociales" des ménages modestes ou recompositions des classes populaires », *Métropolitiques*, en ligne, 30 avril 2012 ; A. Collovald, « La zone périurbaine n'est pas homogène », *Regards*, en ligne, 20 avril 2012 ; E. Charmes, « La vie périurbaine favorise-t-elle le Front-National ? », *Études foncières*, n°156, mars-avril 2012, p. 8-10.

<sup>22</sup> Voir les travaux cités dans cette seconde partie pour plus d'éléments factuels.

l'INSEE. Certes, la nomenclature du ZAU est beaucoup trop grossière pour décrire la structuration de l'espace français par les mondes urbains, parce que justement très homogénéisante, mais elle permet de proposer une première approche<sup>23</sup>.

### Comportements électoraux et types de communes selon le ZAU de l'INSEE (1<sup>er</sup> tour de la présidentielle 2012, % des inscrits)

	Abstention	Blancs-nuls	Extrêmes gauches	Front de Gauche	Parti socialiste	Europe Ecologie Les Verts	Modem	Union pour la Majorité Présidentielle	Debout La République	Front National	Total	Inscrits (en millions)
Commune d'un grand pôle (10 000 emplois ou plus)	<b>20,7</b>	1,3	1,3	<b>9,2</b>	<b>23,5</b>	<b>1,9</b>	6,9	21,0	1,2	12,6	100	23,6
Commune de la couronne d'un grand pôle	15,3	<b>1,6</b>	<b>1,8</b>	8,7	21,4	1,8	<b>8,1</b>	<b>22,5</b>	<b>1,7</b>	<b>17,2</b>	100	8,8
Commune multipolarisée des grandes aires urbaines	16,3	<b>1,6</b>	<b>1,9</b>	8,6	19,8	1,6	<b>7,5</b>	<b>21,9</b>	<b>1,7</b>	<b>19,1</b>	100	2,5
Commune d'un pôle moyen (5 000 à moins de 10 000 emplois)	<b>19,3</b>	<b>1,6</b>	<b>1,7</b>	8,8	<b>22,7</b>	1,6	7,2	21,2	1,5	14,4	100	1,3
Commune de la couronne d'un pôle moyen	14,2	<b>1,8</b>	<b>2,0</b>	9,0	22,3	1,6	<b>8,3</b>	21,4	<b>1,8</b>	<b>17,5</b>	100	0,3
Commune d'un petit pôle (de 1 500 à moins de 5 000 emplois)	<b>18,6</b>	<b>1,7</b>	<b>1,8</b>	8,7	22,0	1,4	7,1	<b>21,7</b>	<b>1,5</b>	<b>15,5</b>	100	1,7
Commune de la couronne d'un petit pôle	14,9	<b>1,8</b>	<b>2,2</b>	<b>9,4</b>	<b>22,9</b>	1,5	<b>7,6</b>	20,5	<b>1,8</b>	<b>17,5</b>	100	0,1
Autre commune multipolarisée	15,3	<b>1,8</b>	<b>2,0</b>	8,7	20,7	1,6	<b>8,0</b>	<b>22,5</b>	<b>1,8</b>	<b>17,7</b>	100	2,6
Commune isolée hors influence des pôles	16,5	<b>1,8</b>	<b>1,9</b>	9,0	21,1	1,7	<b>7,7</b>	<b>22,9</b>	<b>1,7</b>	<b>15,7</b>	100	2,4
<i>France entière</i>	18,6	1,5	1,6	9,0	22,5	1,8	7,3	21,6	1,5	14,6	100	43,2

*En gras : valeurs supérieures à la moyenne nationale. En grisé : types de communes périurbaines et rurales (« isolées hors d'influence des pôles ») évoquées dans les analyses postélectorales récentes.*

*Sources : Ministère de l'Intérieur, 2012 ; ZAU INSEE, 2011.*

Il en ressort d'abord l'importante participation électorale des habitants des communes périurbaines, celle-ci pouvant être interprétée à la fois comme la volonté des périurbains d'avoir prise sur leur environnement social et comme une marque de leur trajectoire ascendante, qui contribue à les distinguer des habitants des quartiers populaires de grands-ensembles<sup>24</sup>, dont une partie d'entre eux sont d'ailleurs issus. Cette participation plus importante s'accompagne ensuite de légères sous-représentations des votes en faveur de certaines composantes de la gauche (PS, écologistes, Front de Gauche dans certaines catégories de communes périurbaines). Enfin et à l'inverse, ces communes des couronnes des pôles d'emplois sont souvent caractérisées par des surreprésentations des votes pour les candidats de droite (Modem, UMP, DLR), et notamment des suffrages portés sur la candidate du FN. Pour autant, il y a en moyenne 80% des électeurs inscrits qui ne votent pas pour le FN dans les communes périurbaines... et le vote pour l'extrême-droite est loin de n'avoir lieu que dans ces espaces. En effet si l'on observe la distribution géographique des suffrages en valeurs absolue (comme y invitent certains<sup>25</sup>), il apparaît qu'un peu plus de la moitié (54%) des électeurs de Marine Le Pen vivent dans les communes des pôles d'emplois au cœur des aires urbaines, autrement dit que les espaces périurbains sont loin d'avoir le monopole du vote FN.

Pour complexifier cette lecture, on peut aussi noter que le niveau du vote en faveur de l'extrême droite évolue en fonction des types de communes périurbaines, même si un même type de configuration semble exister entre les communes des pôles et celles de leurs

<sup>23</sup> Il faut en effet préciser qu'une part non-négligeable des communes périurbaines/pavillonnaires sont localisées dans les pôles d'emplois et pas seulement dans leurs couronnes, ou qu'à l'inverse certaines communes des pôles ou des couronnes des « petites aires » sont assez proches sociologiquement des mondes ruraux.

<sup>24</sup> C. Braconnier, J.-Y. Dormagen, *La démocratie de l'abstention*, Paris, Gallimard, 2007.

<sup>25</sup> G. Burgel, « Le périurbain n'est ni de droite ni de gauche », *Le Monde*, 9 mars 2012.

couronnes, l'écart de vote FN entre les deux étant d'autant plus grand que l'on s'élève dans la hiérarchie urbaine (4,5 points d'écart pour les grands pôles, 3,1 points pour les pôles moyens et 2 points pour les petits). Pour autant, il faut se garder, comme l'a rappelé Guy Burgel en évoquant une « mécanique spatiale simpliste » à propos de la relation les votes d'extrême-droite et la distance aux grandes aires urbaines, de réduire la configuration urbaine du vote FN à un « modèle géométrique réducteur » opposant le centre aux périphéries. Ce qui est souvent qualifié – au singulier – d'espace « périurbain » correspond en effet à une mosaïque de communes sociologiquement très contrastées, et ce à au moins deux échelles.

En effet, le recours à la nomenclature nationale du ZAU masque d'une part des oppositions régionales, à commencer par le clivage bien connu en matière d'analyse de la géographie du FN, qui partage la France de part et d'autre d'une ligne Le Havre / Valence / Perpignan<sup>26</sup>. D'autre part, l'usage de la seule distance kilométrique gomme les profondes oppositions entre secteurs angulaires en matière de spécialisations socio-électorales communales, par exemple entre l'ouest et l'est de nombreuses aires urbaines. Les espaces périurbains ne se résument donc pas à une simple opposition entre un périurbain « choisi » (celui des premières couronnes investies par certaines fractions des couches moyennes et supérieures) et un périurbain « subi » (celui des couronnes plus éloignées où les groupes populaires sont surreprésentés)<sup>27</sup>, mais regroupent des profils sociopolitiques communaux beaucoup plus variés organisés selon leur distance et de leur accessibilité au centre d'une part, et selon leur appartenance à des secteurs angulaires caractérisés par leurs aménités propres d'autre part<sup>28</sup>.

D'ailleurs si les communes périurbaines sont caractérisées par une importante hétérogénéité entre elles, celles-ci sont loin d'être homogènes au niveau interne puisqu'elles sont par définition peuplées de différentes vagues d'arrivants, elles-mêmes socialement différenciées. Ainsi et alors que ce sont souvent les périurbains des dernières vagues d'arrivants qui sont suspectés de voter très à droite – ce qui est fréquent dans les analyses qui assimilent le choix électoral (censé exprimer leur système de valeur fermé) et le choix résidentiel (supposé tout aussi fermé parce que loin de l'urbanité) – des analyses localisées permettent au contraire d'établir que ce sont parfois les fractions d'habitants les plus anciennement installées qui observent avec inquiétude les transformations de leur environnement social et peuvent voter pour le FN<sup>29</sup>.

Les articles de presse ou les tribunes d'universitaires recourent ordinairement aux catégories d'« ouvriers » ou d'« employés » pour décrire leurs orientations électorales. Or, ces groupes socioprofessionnels correspondent à des agrégats statistiques caractérisés eux aussi par une grande hétérogénéité. Pour produire une sociologie électorale fine de ces groupes, il conviendrait d'avoir des éléments précis sur leur niveau de qualification, leur secteur

---

<sup>26</sup> B. Giblin, « La géographie du FN, une carte aux contours de plus en plus nets », *Libération*, 26 avril 2012, p. 20.

<sup>27</sup> L. Chalard, « Le vote d'extrême droite dans l'aire métropolitaine marseillaise », *EspacesTemps.net*, en ligne, 11 octobre 2006.

<sup>28</sup> J. Rivière, « La division sociale des espaces périurbains français et ses effets électoraux », in M.-F. Mattéi, D. Pumain (dir.), *Données urbaines 6*, Paris, Anthropos, 2011, p. 11-20. Par exemple et à l'échelle des communes d'une aire urbaine moyenne comme celle de Caen, le score de la candidate du FN varie entre 4,6% dans une commune riche d'un cadran de la 1<sup>ère</sup> couronne à 27,9% dans une commune populaire du secteur sud de la 3<sup>ème</sup> couronne.

<sup>29</sup> E. Pierru, S. Vignon, « L'inconnue de l'équation FN : ruralité et vote d'extrême droite. Quelques éléments à propos de la Somme », in A. Antoine, J. Mischi (dir.), *Sociabilités et politique en milieu rural*, PUR, 2005, p. 359-375 ; E. Pierru, S. Vignon, « Déstabilisation des lieux d'intégration traditionnels et transformations de l'entre-soi rural. L'exemple du département de la Somme », in C. Bessière, E. Doidy, O. Jacquet, G. Laferté, J. Mischi, N. Renahy, Y. Sencébé (dir.), *Les mondes ruraux à l'épreuve des sciences sociales*, Editions Quae/Symposcience, 2006, p. 273-289 ; J. Rivière, « Trajectoires résidentielles et choix électoraux chez les couches moyennes périurbaines », *Espaces et sociétés*, n°148-149, 2012, p. 73-90.

d'activité professionnel, le statut de leur contrat de travail (à commencer par l'opposition public-privé qui est aujourd'hui un puissant clivage dans la construction des opinions politiques, mais aussi entre les fonctionnaires titulaires et les contractuels du secteur public, entre les salariés « stables » en CDI et les plus précaires employés en CDD ou en intérim au sein du secteur privé...) <sup>30</sup>. Il faudrait aussi prêter une grande attention à leurs trajectoires sociales et résidentielles (notamment au statut d'occupation de leur logement en distinguant les locataires, les propriétaires accédants et les propriétaires) tout en veillant à resituer ces groupes dans les contextes sociaux où ils évoluent <sup>31</sup>.

En dernière instance et parce que c'est une forme d'intellectualisme contre laquelle on doit de lutter comme spécialiste des questions électorales, il faut veiller à ne pas sur-interpréter le vote de la plupart des acteurs sociaux, autrement dit ne pas inférer mécaniquement un système de valeurs consolidé d'un choix électoral ponctuel.

\*\*\*

Après chaque scrutin, des luttes symboliques s'engagent, dans lesquelles professionnels de la politique et experts s'autorisent, par la magie du commentaire électoral et de la délégation politique, à imputer à des millions de décisions individuelles des volontés politiques homogènes <sup>32</sup>. Les différentes disciplines des sciences sociales sont ainsi, **avec leurs approches méthodologiques respectives**, en situation de concurrence dans cet espace du commentaire savant. La tentation est donc grande de promouvoir un système explicatif original pour séduire des médias friands de nouveauté, **autrement dit de jouer sur la distinction disciplinaire**. En la matière et bien que l'approche cartographique contribue à une meilleure compréhension de la dimension spatiale des processus électoraux, elle comporte le risque de glissements analytiques, de sorte qu'on peut en venir à penser, comme une journaliste du *Monde* s'interrogeant sur les résultats électoraux dans les espaces périurbains, que « en ce mois de mai, les cartes parlent mieux que de longs discours » <sup>33</sup>.

Or pour comprendre la dynamique du choix électoral des acteurs dans leurs contextes de socialisation et d'action, on ne peut se pas contenter de simples « discours informé[s] par la cartographie », quand bien même les « lunettes » chaussées pour lire le monde seraient de belles anamorphoses <sup>34</sup>. Car à vouloir chercher à tout prix *Le sens des cartes* <sup>35</sup> sans s'appuyer sur d'autres matériaux empiriques (questionnaires contextualisés, observations et entretiens issus d'enquêtes ethnographiques), les géographes risquent de se voir de nouveau taxés de « démiurges de l'introspection cartographique » <sup>36</sup>. Et si à l'époque, cette critique d'un politiste traduisait aussi la défense disciplinaire du pré-carré académique que constituent les études électorales, il serait dommage que la prise en compte croissante de la dimension spatiale des votes par les politistes soit aujourd'hui mise en cause par la fétichisation de la carte et la volonté de faire du lieu de résidence un prédicteur des votes autonome...

---

<sup>30</sup> Sur ce nécessaire travail d'encastrement entre sociologie du travail et sociologie électorale, voir notamment : G. Balazs, J.-P. Faguer, P. Rimbart, *Compétition généralisée, déclassements et conversions politiques. Les effets différentiels de la crise dans la sidérurgie et dans la haute technologie*, Rapport de recherche du centre d'études de l'emploi, 2004, 102 p ; ou plus récemment : V. Girard, « Sur la politisation des classes populaires périurbaines. Trajectoires de promotion, recompositions des appartenances sociales et distance(s) vis-à-vis de la gauche », *Politix*, n°101, 2013, p.

<sup>31</sup> J. Rivière, « Le vote pavillonnaire existe-t-il ? Comportements électoraux et positions sociales locales dans une commune rurale en cours de périurbanisation », *Politix*, n°83, 2008 p. 23-48 ; A. Lambert, « Accession à la propriété et trajectoires migratoires : les conditions d'un vote à gauche en lotissement périurbain », *Métropolitiques*, 16 mai 2012, en ligne..

<sup>32</sup> D. Gaxie, *Le cens caché. Inégalités culturelles et ségrégations politiques*, Paris, Le Seuil, 1978, 269 p.

<sup>33</sup> R. Rérolle, *op. cit.*, 2012, p. 4.

<sup>34</sup> J. Lévy, *op. cit.*, 2007.

<sup>35</sup> J. Fourquet, *Le sens des cartes. Op. cit.*, 2012.

<sup>36</sup> M. Hastings, « Les démiurges de l'introspection cartographique, à propos de *La France qui vote* de F. Bon & J.-P. Cheylan », *Politix*, 2, 5, 1989, p. 74-76.



